

## 6 Société et Culture

## Enseignement supérieur/Frais d'écolage

## Trente-cinq, soixante et quatre-vingt mille francs pour s'inscrire à l'UOB

R.H.A

Libreville/Gabon

Ces montants propres à l'Université Omar Bongo de Libreville ne concernent nullement les autres établissements supérieurs. Par ailleurs, la carte d'étudiant reste gratuite, contrairement à ce qui est dit sur les réseaux sociaux et relayé par certains médias.

LE bal des inscriptions à l'Université Omar Bongo (UOB) a démarré depuis le 1er novembre 2017 sans incident notable. Et pour couper court aux rumeurs faisant état çà et là de montants divers, notamment au travers des réseaux sociaux, le secrétaire général de l'UOB, Dieudonné Robert Obanga, a cru devoir apporté quelques précisions. Ainsi, il a expliqué que le montant des frais d'écolage est fixé en fonction



Photo : Rudy Hombenet

Dieudonné Robert Obanga, secrétaire général de l'UOB : "Le début des cours est prévu la semaine prochaine avec les journées pédagogiques". Photo de droite : Les montants publiés ici ne concernent que l'UOB.

des cycles de formation sollicités, du type de formation et du statut de l'étudiant. En cycle fondamental, les montants à payer en Licence, Master et Doctorat sont, respectivement, de 35.000, 60.000 francs et 80.000 francs CFA.

Pour les fonctionnaires salariés, les montants ne sont pas les mêmes. Ils vont devoir s'acquitter des montants de 500.000 francs en Licence, 900.000

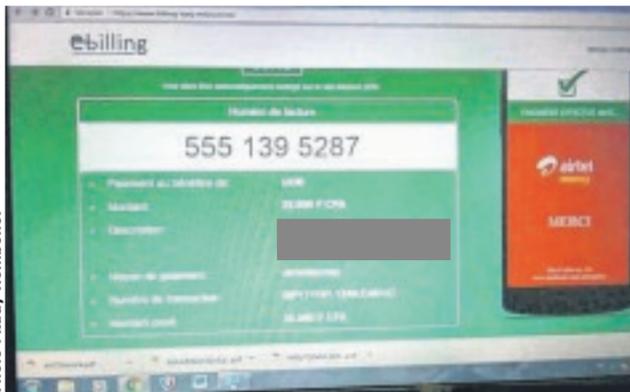


Photo : Rudy Hombenet

Un exemple d'inscription en ligne à l'UOB.

francs en Master et 1.400.000 francs pour le Doctorat. Pour le cycle professionnel également, les montants ont été revus à la baisse. Ils passent désormais à 50.000 francs pour la Licence et 75.000 francs pour le Master.

« Nous aurions dû commencer le 18 septembre dernier, mais il y a eu des perturbations liées au relèvement des droits universitaires. Cette fois-ci, les inscriptions se font en ligne, sur le site

de l'UOB qui est [www.universiteomarbongo.org](http://www.universiteomarbongo.org). Il est à rappeler que le retrait de la carte se fait gracieusement ici au sein de l'UOB. À ce jour, aucune carte n'est encore éditée. Il faut ajouter que désormais, les étudiants peuvent payer leurs inscriptions sans se déplacer. Ils ne viendront ici que pour le retrait de leurs cartes», a déclaré, hier à l'Union, le secrétaire général de l'UOB.

Dès la semaine prochaine, les cours commenceront au sein de cet établissement en Licence 1, en ce qui concerne les nouveaux. Pour cette rentrée, il y aura des journées dites pédagogiques dans chaque département. Lors des dites journées, il est question d'apporter aux nouveaux étudiants une batterie d'informations sur le fonctionnement de chaque département. Pour les Masters, la rentrée est prévue le 27 du même mois.

## Appui à la recherche scientifique

## Total Gabon octroie un chèque à l'USTM

P.M.M

Libreville/Gabon

Destiné à l'École polytechnique de l'Université des sciences et techniques de Masuku, ce soutien financier a été remis aux responsables de l'établissement, hier, à Libreville.

LA filiale gabonaise de la société française Total a remis, hier, aux responsables de l'École polytech-

nique de l'Université des sciences et techniques de Masuku (USTM), un chèque de plus de 9 millions de francs CFA destiné à l'achat d'équipements et de matériels de son laboratoire de modélisation et de simulation de composants. L'action de Total Gabon, qui se veut une entreprise citoyenne, s'inscrit pleinement dans le cadre de son appui à la recherche scientifique et à l'éducation. Un des piliers de la responsabilité sociétale de l'entreprise pétrolière. Pour



Photo : SNN

Les responsables de l'École polytechnique de Masuku, hier, à Libreville, après la réception du chèque de Total Gabon.

Gaston N'tchayi Mbourou, directeur général de l'École polytechnique de Masuku, « l'octroi de ce chèque va permettre au laboratoire de se doter d'équipements de qualité, et de former nos étudiants en s'alignant aux standards modernes de la recherche technologique. C'est une contribution majeure, d'autant qu'elle va permettre aux enseignants et étudiants de bien mener leurs activités de recherche. Au nom du recteur, des enseignants et étudiants, nous

renouvelons notre gratitude à notre bienfaiteur», a-t-il fait savoir.

Le soutien de Total Gabon à l'École polytechnique de Masuku s'inscrit dans la continuité, depuis de nombreuses années, des dons réguliers de la major pétrolière à l'université de Franceville, à l'exemple d'un chèque de plus de trente-deux millions remis en 2013 pour l'acquisition de matériels didactique et pédagogique, dans le cadre des travaux pratiques de l'établissement.

## Protection des mineurs

## L'implication de tous

AEE

Libreville/Gabon

C'est l'appel lancé par l'association Arc-en-ciel, dans le cadre du lancement d'un projet initié à Libreville, avec le financement de l'Union européenne (UE).

L'ASSOCIATION Arc-en-ciel a procédé, le 14 novembre courant, au lancement officiel du projet "Oui je m'engage à protéger nos enfants : pour une participation citoyenne dans la politique de protection sociale et de bonne gouvernance au Gabon". Un projet d'une durée de trois ans, entièrement financé par l'Union européenne



Photo : AEE

Sylvie Balle, responsable de l'association Arc-en-ciel lors de son intervention.

(UE), visant à créer un cadre pour l'accompagnement des enfants en difficulté sociale. C'est ce qu'a fait savoir Sylvie Balle, directrice du centre Arc-en-ciel recueillant des enfants

en difficulté sociale, dans la vallée Sainte-Marie de Libreville.

Le lancement de ce projet a été effectué en présence des représentants de l'UE au Gabon, de l'archidiocèse



Photo : AEE

L'assistance attentive aux orientations en ce qui concerne la protection de l'enfance.

de Libreville et du ministère de la Famille et de la Protection sociale.

Pour la directrice du centre Arc-en-ciel, il est désormais temps que toute la société puisse s'impliquer

afin d'œuvrer à l'évolution de la protection des droits des enfants au Gabon, grâce à un modèle participatif, avec l'implication des organisations de la société civile et des citoyens, tout

en tenant compte des exigences et des recommandations internationales en matière de protection de l'enfance.

Ce projet représente donc une opportunité pour renforcer les capacités des organisations de la société civile impliquées dans la protection des enfants, en vue d'accroître leur apport en tant qu'acteurs du dialogue avec les autorités politiques, dans la définition de la politique de protection des mineurs. C'est du moins ce que l'orateur a expliqué, tout en appelant à plus d'implication dans la mise en œuvre des priorités du Plan national dans la protection de l'enfance, avec une attention spéciale sur les plus vulnérables.